



Qualiconsult®

Rapport Initial de Contrôle Technique

PRO version 1

EXTENSION DU CENTRE SPORTIF UNIVERSITAIRE DE BRIFFAUT

UNIVERSITE GRENOBLE ALPES

Route de Malissard
26000 VALENCE

N° d'affaire	Date rapport	Chrono affaire
012261900096	02/03/2021	5

Chargé(e) d'affaire
Marianne BRUYAT

SOMMAIRE

1. Renseignements généraux	3
1.1 Affaire	3
1.2 Maîtrise d'Ouvrage	3
1.3 Maîtrise d'œuvre	3
1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage	5
.....	5
2. Renseignements particuliers	6
2.1 Description sommaire de l'opération	6
2.2 Constitution et Classements	6
3. Documents reçus	7
4. Documents à transmettre à Qualiconsult	9
4.1 Avant la signature des marchés	9
4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique	9
5. Remarques préliminaires	10
5.1 Avant la signature des marchés	10
5.2 Après la signature des marchés	10
5.3 Emploi de Techniques Non Courantes	10
5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)	11
5.5 Limite de mission	12
5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT	12
6. Nature et présentation des avis	13
6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT	13
6.2 Avis suspendus ou défavorables	13
6.3 Formulation des avis	13
6.4 Commentaires « QC+ »	13
7. Récapitulatif des avis défavorables	15
8. Récapitulatif des avis suspendus	16
9. Commentaires QC+	18

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Affaire

Désignation	EXTENSION DU CENTRE SPORTIF UNIVERSITAIRE DE BRIFFAUT				
Adresse	Route de Malissard 26000 VALENCE				
Montant prévu des travaux (HT)	Communiqué	Date prévisionnelle de début de chantier	Février 2020	Durée prévisionnelle de chantier	8 mois

Permis de construire	A fournir	
Récépissé de dépôt :	A fournir	

1.2 Maîtrise d'Ouvrage

	Coordonnées	Diffusion
Maître d'Ouvrage	UNIVERSITE GRENOBLE ALPES - M. Antoine CABANNE SERVICE PATRIMOINE 2 PLACE DOYEN GOSSE 38031 GRENOBLE CEDEX 1 Téléphone : +33 (0)4 76 63 55 45 Email : antoine.cabanne@univ-grenoble-alpes.fr	Oui

1.3 Maîtrise d'œuvre

	Coordonnées	Diffusion
Architecte	ABEILLE & COGNE - Mme Nelly BONNARDEL 18 Rue Mathieu de la Drôme 26100 ROMANS SUR ISERE Téléphone : 0475028751 Email : n.bonnardel.abeillecogne@orange.fr	Oui
	YES ARCHITECTURE 18 rue Mathieu de la Drôme 26100 ROMANS-SUR-ISERE Téléphone : 07 88 29 02 80 Email : ybernard@yesarchi.fr	Oui
Economiste	SOVEBAT - M. Flavien EXTRAIT Espace du Parc - Rue Mozart 26000 VALENCE Téléphone : 0475432040 Email : f.extrait@sovebat.fr	Oui
BET Géotechniques	EG Sol Dauphiné Savoie 6 rue des Essarts 38610 GIERES Email : egisol-grenoble@egsol.fr	Oui
BET Gros Oeuvre	Edifis Structures Parc d'activités Gariglianon 31 rue de la Convention 38200 VIENNE	Oui

	Coordonnées	Diffusion
	Téléphone : 04 74 78 39 78 Email : etudes@edifis-structures.fr	

1.4 Mission(s) de contrôle technique retenue(s) par le Maître d'Ouvrage

<input type="checkbox"/>	L	Solidité des ouvrages et équipements indissociables
<input checked="" type="checkbox"/>	LP	Solidité des ouvrages et équipements dissociables et indissociables (L+PI)
<input type="checkbox"/>	PV	Récolement des procès verbaux d'essais d'installations
<input checked="" type="checkbox"/>	PS	Sécurité des personnes en cas de séisme
<input checked="" type="checkbox"/>	LE	Solidité des existants
<input type="checkbox"/>	AV	Stabilité des avoisinants
<input type="checkbox"/>	SH	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
<input checked="" type="checkbox"/>	SEI	Sécurité des personnes dans les ERP-IGH
<input type="checkbox"/>	STI	Sécurité des personnes dans les bâtiments tertiaires et industriels
<input checked="" type="checkbox"/>	TH	Isolation thermique et économies d'énergie
<input type="checkbox"/>	PHH	Isolation acoustique des bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	PHA	Isolation acoustique des bâtiments autres que habitation
<input type="checkbox"/>	F	Fonctionnement des installations
<input checked="" type="checkbox"/>	HAND	Accessibilité des handicapés
<input type="checkbox"/>	BRD	Transports des brancards
<input type="checkbox"/>	GTB	Gestion technique du bâtiment
<input type="checkbox"/>	HYSH	Hygiène et santé dans les bâtiments d'habitation
<input type="checkbox"/>	HYSA	Hygiène et santé autres que habitation
<input type="checkbox"/>	AVdemo	Solidité des avoisinants dans le cas d'existant(s) démolis
<input type="checkbox"/>	LVRD	Solidité relative aux VRD
<input type="checkbox"/>	ENV	Environnement - ICPE (complément mission S)
<input type="checkbox"/>	RNT	Sécurité vis-à-vis des risques naturels et technologiques

Les missions de vérifications et d'attestations éventuellement souscrites par le Maître de l'Ouvrage font l'objet de rapports distincts de ceux relatifs aux présentes missions de contrôle technique relevant de la norme NF P 03-100.

1.5 Auteurs du rapport

Le présent rapport est validé par les vérificateurs mentionnés dans la liste ci-dessous :

- Clement VINCENT, vérificateur qualifié en SI-2-D confirmé
- Marianne BRUYAT, vérificateur qualifié en SI-2-C confirmé

2. RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

2.1 Description sommaire de l'opération

Le projet porte sur l'extension du Centre Sportif Universitaire sur le site BRIFFAUT à Valence.

Il s'agit de créer :

- Une salle d'escalade
- Une salle de musculation
- Des sanitaires
- Des Vestiaires.

2.2 Constitution et Classements

- **Etablissement(s) Recevant du Public**

Centre Sportif Universitaire	
Activité Principale	X
Activité(s) Secondaire(s)	Néant
Catégorie	Catégorie 3
Origine classement	Maître d'Ouvrage / Exploitant
IGH	Non
IOP	Non
Description sommaire de l'établissement	Néant
Nature et étendue de la mission	SEI complète
Nature et étendue des vérifications	Ensemble de l'opération

3. DOCUMENTS REÇUS

Architecte

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
CCTP	08	-	PRO - CCTP - LOT 08 - REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES SPORTIFS	-	02/2021
	07	-	PRO - CCTP - LOT 07 - REVETEMENTS DE SOLS CARRELAGES - FAIENCES	-	02/2021
	06	-	PRO - CCTP - LOT 06 - FAUX-PLAFONDS - DOUBLAGES - CLOISONS - PEINTURES	-	02/2021
	05	-	PRO - CCTP - LOT 05 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS	-	02/2021
	04	-	PRO - CCTP - LOT 04 - MENUISERIES EXTERIEURES ALU - METALLERIE	-	02/2021
	03	-	PRO - CCTP - LOT 03 - ETANCHEITE	-	02/2021
	02	-	PRO - CCTP - LOT 02 - CHARPENTE BOIS - MURS A OSSATURES BOIS	-	02/2021
	01	-	PRO - CCTP - LOT 01 - DEMOLITIONS - GROS-OEUVRE - VRD - ENDUITS FACADES	-	02/2021
	11	-	PRO - CCTP - LOT 11 - MURS D'ESCALADE ET TAPIS DE SOLS	-	02/2021
Plan	-	PRO01	plan de situation	-	09/02/2021
	-	PRO02	masse edl	-	09/02/2021
	-	PRO03	edl	-	09/02/2021
	-	PRO04	plan de division	-	09/02/2021
	-	PRO05	Plan de toiture	-	09/02/2021
	-	PRO06	plan RDC	-	09/02/2021
	-	PRO07	Façades	-	09/02/2021
	-	PRO08	Coupe longitudinale AA	-	09/02/2021
	-	PRO09	Coupes transversales	-	09/02/2021
	-	PRO10	principe SAE avec corde	-	09/02/2021
	-	PRO11	principe SAE sans corde (bloc)	-	09/02/2021
	-	PRO12.1	pic	-	09/02/2021

BET Charpente

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
Plan	-	18748-A 2021.02.24 PRO	structure bois batiment	-	01/03/2021
	-	18748-b 2021.02.23 PRO	structure bois sae	-	01/03/2021

BET CVC – PB

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
CCTP	10	-	PRO - CCTP - LOT 10 CH-V-PB	-	18/02/2021
Plan	10	2285 EXTENSION CSU BRIFFAUT PRO	Plan LOT 10 CH-V-PB	-	18/02/2021

BET Electricité

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
CCTP	09	-	PRO - CCTP - LOT 09 ELEC CF	-	18/02/2021
Plan	09	2285 EXTENSION CSU BRIFFAUT PRO	Plan LOT 09 ELEC CF	-	18/02/2021

BET Gros Oeuvre

	N° lot	N° document	Libellé	Ind	Date
Plan	01	3320-DCE-002	- FONDATIONS ET ELEVATION_Repérage	A	23/02/2021

4. DOCUMENTS À TRANSMETTRE À QUALICONSULT

4.1 Avant la signature des marchés

- Plans architecte modifiés, s'il y a lieu
- Descriptifs modifiés, s'il y a lieu

Et plus généralement tout document permettant à Qualiconsult d'avoir la connaissance complète du dossier soumis à son examen.

4.2 Pendant la phase travaux et jusqu'à l'établissement du rapport final de contrôle technique

Pendant la phase travaux, Qualiconsult doit se voir communiquer tout document graphique, fiche technique, rapport d'essai et autre justificatif lui permettant d'émettre ses avis. Ces documents doivent être adressés au plus tard 2 semaines avant exécution des ouvrages concernés.

5. REMARQUES PRÉLIMINAIRES

5.1 Avant la signature des marchés

Toute modification apportée au dossier de consultation des entreprises postérieurement à notre examen et avant signature des marchés, devra être portée à notre connaissance, pour avis.

La responsabilité de QUALICONSULT ne saurait être engagée au niveau de la conception du projet sur des éléments ou prestations modifiés sans son accord.

5.2 Après la signature des marchés

Tout changement par rapport aux documents de base ainsi que sur les matériaux prévus initialement, devra nous être signalé, de manière à ce que nous puissions donner notre avis sur les nouvelles dispositions.

Chaque entrepreneur est tenu d'effectuer un contrôle interne tel que prévu par la Loi 78-12 du 4 janvier 1978 et portant principalement sur la qualité des matériaux et leur mise en œuvre pendant les diverses phases d'exécution du chantier.

Les résultats de ces autocontrôles devront être communiqués à QUALICONSULT au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

5.3 Emploi de Techniques Non Courantes

Le Maître d'œuvre et les entreprises doivent **systématiquement informer au préalable** QUALICONSULT de tout procédé relevant d'une **Technique Non Courante** qu'ils entendent prescrire ou mettre en œuvre (respectivement).

Les Techniques Non Courantes regroupent de manière générale les travaux non décrits par des textes officiels, ou relevant :

- de Règles Professionnelles non acceptées par la C2P ;
- d'un Avis Technique (ATec) ou de Document Technique d'Application (DTA) faisant l'objet d'une mise en observation par la C2P ;
- d'une Enquête de Technique Nouvelle (ETN) ou d'un avis de faisabilité (« avis de chantier ») ;
- d'un Pass'Innovation ;
- d'un ATE non complété par un DTA ;
- d'aucune évaluation technique.

QUALICONSULT rappelle qu'une évaluation d'aptitude à l'emploi du procédé prévu est nécessaire afin de constituer un référentiel nous permettant d'exercer notre mission de contrôle technique construction consistant à vérifier la compatibilité de l'emploi de tels procédés avec la mise en œuvre prévue pour l'opération. Cette évaluation ne relève pas de la mission de contrôle technique qui a été confiée à QUALICONSULT. A défaut de transmission de cette évaluation avant l'exécution des travaux, QUALICONSULT serait dans l'obligation d'émettre un avis Défavorable sur l'ouvrage employant ce procédé.

En tout état de cause l'emploi de procédé relevant de Techniques Non Courantes devra faire l'objet d'une déclaration préalable auprès de l'ensemble des assureurs de l'opération (DO, RCD des constructeurs,...) ainsi que celui du Maître d'Ouvrage; ces derniers pourront assujettir leur accord à des conditions spéciales de souscriptions d'assurance.

5.4 Avant la fin des travaux (en cas de mission « PV »)

Les entreprises devront procéder aux vérifications finales avant réception sur les installations techniques du bâtiment pour s'assurer de leur bon fonctionnement dans les conditions normales d'utilisation selon les modèles des attestations d'essais de fonctionnement édités par l'Agence Qualité Construction (AQC). Dans le cadre de notre mission PV, les entreprises concernées devront nous adresser leurs attestations d'essais de fonctionnement selon le modèle disponible sur le site internet de l'AQC.

Les installations potentiellement concernées sont les suivantes :

- les installations électriques de logements ou de services généraux ;
- les réseaux d'eau intérieure aux bâtiments ;
- les évacuations d'eau intérieures et extérieures aux bâtiments ;
- les portiers électroniques ;
- la ventilation mécanique contrôlée simple flux et double flux ;
- les installations de chauffage ;
- les portes et portails automatiques pour véhicules et piétons ;
- les protections solaires mobiles motorisées ;
- les volets motorisés, battants, coulissants et roulants ;
- production et distribution de l'eau chaude sanitaire ;
- réseaux de communication VDI.

A défaut d'un modèle disponible, les anciens "PV COPREC" (publiés par le document technique COPREC CONSTRUCTION n°1 d'octobre 1998, Moniteur du 06/11/1998, cahier spécial n°4954) seront recevables dans le cadre de la présente mission pour les installations suivantes :

- les ascenseurs, ascenseurs de charge ;
- les escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- le conditionnement d'air ;
- les fluides médicaux.

5.5 Limite de mission

- Le présent rapport ne traite que de la ou des mission(s) de contrôle technique souscrite(s) par le Maître de l'Ouvrage et entrant dans le champ d'application de la norme NF P 03-100
- A contrario, il ne traite pas d'autres missions non visées par la norme telles que :
 - la vérification des installations électriques avant mise sous tension en vue de la délivrance de l'attestation de conformité par le CONSUEL ;
 - la vérification initiale des installations électriques imposée par décret du Ministère du Travail ;
 - toute mission de vérification exhaustive donnant lieu à attestation finale ;
 - toute mission d'audit ou de diagnostic
- Si le Maître de l'Ouvrage a souscrit une ou plusieurs des missions précédentes avec le GROUPE QUALICONCONSULT, c'est au titre de contrats distincts de celui de contrôle technique.

5.6 Diffusion des documents produits par QUALICONCONSULT

- Le présent rapport est adressé au Maître de l'Ouvrage par email ainsi qu'aux destinataires en copie (voir renseignements généraux).
- Les avis de la phase exécution seront adressés par mail à l'ensemble des destinataires. Nota : il appartient au Maître d'Ouvrage de transmettre copie de ces avis aux intervenants qui ne nous auraient pas communiqué d'adresse mail.
- Le rapport final sera diffusé de la même manière que le rapport initial.

6. NATURE ET PRÉSENTATION DES AVIS

Les avis de QUALICONCONSULT sont présentés sous forme de tableaux comportant 3 colonnes :

Corps d'état		
Identification du point de contrôle	Libellé de l'avis	Référence du(es) document(s) examiné(s)

6.1 Avis favorables dans le cadre de la mission de QUALICONCONSULT

A l'exception de ceux relatifs au § 6.2 ci-après, les avis de QUALICONCONSULT sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont **FAVORABLES**.

6.2 Avis suspendus ou défavorables

Le cas échéant :

- Les avis défavorables sont explicités au chapitre 7.
- Les avis suspendus au sens de l'article 4.2.8 de la NF P 03-100 sur les documents répertoriés au chapitre 3 sont explicités au chapitre 8 du présent rapport.

6.3 Formulation des avis

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

F : Avis Favorable

Les dispositions prévues dans les documents examinés n'appellent pas de remarque. Cet avis, formulé dans la limite des précisions fournies par ces documents, pourra être confirmé ou infirmé en fonction des éléments remis lors des phases ultérieures.

S : Avis Suspendu

Les dispositions prévues dans les documents examinés sont insuffisamment définies. Il y aura lieu de fournir les précisions complémentaires demandées dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux, faute de quoi cet avis deviendra défavorable.

D : Avis Défavorable

Les dispositions prévues dans les documents examinés présentent un risque anormal vis-à-vis de la pérennité de l'ouvrage ou sont incompatibles avec les référentiels concernés (Règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes)

SO : Sans Objet

Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné. Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux

HM : Hors Mission

L'examen des dispositions prévues dans les documents ne relève pas des missions qui nous ont été confiées. Cet examen peut, le cas échéant, faire l'objet de prestations complémentaires.

6.4 Commentaires « QC+ »

Dans l'exercice de son rôle de conseil au Maître de l'Ouvrage, QUALICONCONSULT peut émettre des commentaires n'entrant pas dans le cadre des avis suspendus ou défavorables : ces commentaires ont pour objet d'éclairer ce dernier sur des thèmes tels que :

- l'optimisation du projet ;
- d'éventuelles sujétions de mise en œuvre ;
- d'éventuels aléas susceptibles de survenir en cours d'exploitation ;
- et plus généralement toute piste d'amélioration ou de meilleure adéquation du projet au programme.

7. RÉCAPITULATIF DES AVIS DÉFAVORABLES

Architecte

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS DÉFAVORABLE	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Murs d'escalade :	La réaction au feu du mur d'escalade doit au moins être M2 et non M3.	CCTP LOT N°11 MURS D'ESCALADE

BET Electricité

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS DÉFAVORABLE	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Classement du bâtiment :	<p>Préciser le classement du bâtiment en terme de sécurité incendie. La notice mentionne un type X 3ème alors que l CCTP du lot Electricité mentionne un type X 4ème. Référence notice +mail.</p> <p>Rappel Avis conception : EFFECTIFS : - Article X2§1 : Déclaration des effectifs de l'ensemble de l'établissement (existant + extension) à transmettre par le Maître d'Ouvrage. - Article X2§1a : A défaut, ce sont les règles de calculs qui seront appliquées, soit 1 personne / 4 m² dans les salles sportives spécialisées, soit 63 + 45 = 108 personnes supplémentaires. CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT : Le dernier PV de la Commission de Sécurité communiqué, en date du 12/07/2016, stipule un effectif de 235 personnes au total (220 publics + 15 personnels), classant l'établissement existant en ERP de 4ème catégorie type X. L'extension dans le cadre du projet va apporter un effectif supplémentaire (publics + personnels) qu'il est impératif de déterminer définitivement pour savoir si la limite des 300 personnes au total est franchie, faisant alors basculer l'ERP en 3ème catégorie type X.</p> <p>Il semble y avoir confusion sur le classement de l'ERP à prendre en compte car, dans les documents de l'APD, il diffère : - dans la notice descriptive : ERP de 3ème catégorie type X - dans les CCTP lots 09+10 : ERP de 4ème catégorie type X - dans les hypothèses de calculs structurels : ERP de 3ème catégorie type X.</p>	CCTP Lot N°09 ELECTRICITE

BET Thermique

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS DÉFAVORABLE	REFERENCE
THERMIQUE RÉGLEMENTAIRE		
Joint de dilatation :	Le joint de dilatation de type joint waterstop hydrogonflant est mis en œuvre entre la maçonnerie et le MOB, ce qui n'est pas en accord avec les prescriptions du cahier des charges. Par ailleurs, ce joint n'a pour fonction que de garantir l'étanchéité à l'eau : qu'en est il de l'étanchéité à l'air ? Sachant que des mesures de perméabilité seront à réaliser étant donnée le niveau exigé de 0.6 m3/h.m².	CCTP LOT N°01§01.02.10.05

8. RÉCAPITULATIF DES AVIS SUSPENDUS

Maître d'Ouvrage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Avis du SDIS :	Avis du SDIS sur les travaux à transmettre.	
SOLIDITÉ		
Noe :	La création d'une noe au niveau de la rupture de pente n'est pas une disposition anodine car cela nécessite la création d'une noe au milieu du bâtiment. De plus, la gestion du JD située en bout de noe semble complexe à réaliser? Détail à nous faire parvenir. La mise en place d'un trop plein semble nécessaire afin d'avertir des éventuels bouchages d'EP. Nous tenons à signaler le maître d'ouvrage qu'un entretien régulier de cet ouvrage est nécessaire pour l'étanchéité à l'eau du bâtiment.	CCTP LOT N°03

Architecte

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Cloisons des sanitaires :	Préciser la réaction au feu des cloisons des sanitaires.	CCTP LOT N°05 MENUISERIES INTERIEURES BOIS
Coordinateur SSI :	Le SSI de catégorie B pilote 3 fonctions de mise en sécurité (compartimentage, désenfumage et évacuation) : par conséquent, la mission de coordination SSI doit être contracté par le maître d'ouvrage et le Cahier des Charges Fonctionnels est à joindre au Permis de construire.	CCTP Lot N°09 ELECTRICITE
Désenfumage des circulations :	Préciser comment est réalisée l'amenée d'air pour le désenfumage de la circulation.	Plans
SOLIDITÉ		
Noe :	La création d'une noe au niveau de la rupture de pente n'est pas une disposition anodine car cela nécessite la création d'une noe au milieu du bâtiment. De plus, la gestion du JD située en bout de noe semble complexe à réaliser? Détail à nous faire parvenir. La mise en place d'un trop plein semble nécessaire afin d'avertir des éventuels bouchages d'EP. Nous tenons à signaler le maître d'ouvrage qu'un entretien régulier de cet ouvrage est nécessaire pour l'étanchéité à l'eau du bâtiment.	CCTP LOT N°03

BET Charpente

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SOLIDITÉ		
Charpente :	La charge de neige pouvant stagner au niveau de la noe devra être prise en compte dans le calcul de la structure.	CCTP LOT N°02

BET Electricité

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Coupures d'urgences :	Les 2 coupures d'urgences générale (électricité + ventilation de confort) doivent être localisées sur le plan (si dans l'existant préciser leur emplacement). Nota : Ces 2 coupures concernent l'ensemble des installations techniques (électricité + ventilation de confort) sur l'intégralité de l'établissement.	CCTP Lot N°09 ELECTRICITE

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
Désenfumage des vestiaires :	Conformément à l'article 3.6.2 de l'IT 246, lorsqu'il est fait usage d'un équipement d'alarme de catégorie B les lanterneaux de désenfumage doivent être asservis au SSI. CCTP Lot N°9 §2.9 absence d'asservissement au SSI des désenfumages des vestiaires.	CCTP Lot N°09 ELECTRICITE
Portes sous contrôle d'accès :	Mettre en place un système de déverrouillage manuel des portes sur contrôle d'accès (boîtier vert) (article CO46).	CCTP Lot N°09 ELECTRICITE

BET Thermique

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS SUSPENDU	REFERENCE
THERMIQUE RÉGLEMENTAIRE		
Etude Thermique :	A transmettre.	

9. COMMENTAIRES QC+

Maître d'Ouvrage

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS QC+	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Galerie :	Nous avons bien pris en compte que la GALERIE sera un espace à faible potentiel calorifique et vide de tout matériau (sinon, il sera à considérer en local à risques moyens).	Plans

Architecte

LIBELLE POINT DE CONTROLE	LIBELLE D'AVIS QC+	REFERENCE
SÉCURITÉ INCENDIE ERP		
Local rangement 2 escalade :	Nous avons bien pris en compte que le local rangement matériel était ouvert sur l'aire sportive ce qui ne le classe pas en local à risque particulier. (Cette notion n'apparaît pas dans la notice de sécurité).	Plans